



Citoyen d'Europe

Le grand mouvement européen progressiste !

Journal de l'Association Citoyen d'Europe - N°24 - Octobre 2015

Sommaire

Page 2

- Ou en est le rêve européen ?
- Vous avez dit business ?

Page 3

- Et si les Anglais inventaient le BREXIT

Page 4

- Le tour d'Europe de la dette
- Bulletin d'adhésion

EDITO

« Et si elle n'existait pas ? »

Il est de bon ton, au gré des discours, des analyses et des petites phrases, de dire, à tous propos et sur tous les sujets, du mal de l'Europe.

Il arrive, d'ailleurs, à moi aussi, de le faire, moi l'Européen de toujours...

S'il est légitime d'être critique sur ses insuffisances et exigeant sur ce que l'on voudrait qu'elle soit, il ne l'est pas ni de la rendre responsable de tout ce qui ne va pas, ni de la condamner systématiquement parce qu'elle ne sait pas résoudre ce que personne d'autre ne sait résoudre.

Il en est ainsi des insuffisances de la croissance, du chômage, des déficits publics et des flux migratoires non maîtrisés.

Une question devrait alors être posée : qu'en serait-il « si elle (l'Europe) n'existait pas ? ».

Peut-on imaginer que chacun de nos États, isolés, barricadés et coupés du reste du monde pourraient mieux faire ?

Franchement je ne le crois pas : il n'est aucune barrière que ce soit anti migratoires ou commerciales qui peuvent fonctionner dans le monde d'Aujourd'hui.

Alors, n'en déplaise aux populistes extrémistes ce n'est pas de « moins » d'Europe qu'il ne faut mais de « plus » d'Europe avec :

- Des politiques économiques de croissance volontaristes pour créer des emplois
- Une gestion financière au service des économies
- Des politiques sociales qui améliorent l'efficacité du travail
- Des frontières extérieures communes renforcées.

Car oui, si elle n'existait pas, aujourd'hui **on serait davantage encore « aux portes » de l'Europe des années 30 du 20^{ème} siècle.**

Pour Contacter Citoyen d'Europe
BP 70053
59651 Villeneuve d'Ascq Cedex
citoyeneurope@gmail.com

Citoyen d'Europe sur Internet
www.citoyeneurope.org

Suivez nous sur Facebook
www.facebook.com/citoyeneurope

Gérard CAUDRON
Président de Citoyen d'Europe

Ou en est le rêve européen ?

Il suffit de regarder l'actualité.

De nombreux signes inquiétants apparaissent en Europe.

Dans la rue, dans les urnes et même dans les positions prises par certains gouvernements, on aperçoit la multiplication des idées de repli sur soi et d'intolérance.

La crise économique et sociale est passée par là et a généré des peurs : peur du lendemain, peur du déclassement et enfin peur de l'autre.

Dans des pays que l'on n'aurait jamais osé comparer comme le Danemark et la Hongrie, il s'est passé, au Nord, un mouvement vers l'extrême droite populiste et anti immigrés jamais atteint (21% des votes), à l'Est, la construction d'un mur « anti-immigrés » par un régime de droite autoritaire. La Hongrie, premier pays en 1989 à reprendre sa liberté !

L'époque des murs en Europe est de retour.

En Slovaquie, censée recevoir 471 demandeurs d'asile, de violentes manifestations ont eu lieu. La Pologne, la Hongrie, la Slovaquie et la République Tchèque refusent un plan de répartition, comme la France (dans un 1er temps).

Face à une détresse humaine considérable, un homme politique Français va jusqu'à évoquer « une fuite d'eau ».

A la frontière italienne, les Français et les Italiens se livrent à une guéguerre lamentable autour de quelques centaines de migrants (hommes, femmes et enfants).

En Europe cette contamination des esprits fait son chemin.

Face à une situation exceptionnelle, les 28 sont dans l'incapacité de travailler collectif à court et long terme.

La solution n'est sûrement pas nationale, mais l'option sécuritaire agitée par les populistes de tous poils menace le rêve européen qui devait faire tomber les frontières et qui voit au contraire ressurgir tous les symboles du nationalisme exacerbé et du bouc émissaire.

Les Européens ont-ils la mémoire courte, au moment où l'on commémore le 70^{ème} anniversaire de la fin d'un conflit où la haine et la peur de l'autre étaient déjà les principaux ingrédients ?

Vous avez dit business ?

La Grèce est un poids mort en Europe, elle est seule responsable de ses problèmes actuels !

Vous rendez vous compte : La dette Grecque représente 3,4% de la dette européenne !!

Certes, beaucoup trop lourde pour elle mais encore plus lourde depuis qu'on s'en occupe. Les intérêts exigés sont tels qu'au lieu de diminuer au fil des remboursements, elle augmente !!

Les allemands, et surtout leur ministre des finances sont vent debout contre ces irresponsables de SYRIZA qui lui disent tout haut ce que de nombreux européens disent tout bas : « Halte à l'austérité ! Vous venez de démontrer que partout où vous l'avez instaurée depuis 2008, c'est un échec ».

Mr SCHAUBLE est intraitable. En tous cas dans les réunions ou dans les médias.

« Les Grecs ne savent et ne veulent pas faire, il faut les sortir de l'union européenne. »

Mais à y regarder de plus près, c'est une toute autre musique : La Grèce a obligation de vendre tout ou partie de son patrimoine !

Devinez qui est en lice pour le rachat de 14 aéroports régionaux grecs : Le consortium ALLEMAND FRAPORT- SLENTEL pour 1,23 milliards d'euros.

Avec bien entendu la bénédiction du très libéral Mr SCHAUBLE .

Business is Business.

Et si les Anglais inventaient leur BREXIT

Alors que les Britanniques doivent se prononcer en 2016 sur l'appartenance du pays à l'Union européenne, les ressortissants venus des autres pays européens s'interrogent sur leur statut dans le pays. Les Britanniques sont aussi inquiets, tels ceux qui par exemple, en retraite en France, utilisent le système de santé français.

Du permis de travail, au paiement des retraites en passant par les taxes, de grands changements peuvent arriver en Grande Bretagne, en cas de Brexit, pour les ressortissants britanniques sur le continent et les Européens installés outre-Manche. Tous s'inquiètent des conséquences d'une victoire du non au référendum de 2016.

Ils sont des milliers à demander un passeport leur conférant la double nationalité, selon une consultation publique organisée par le Guardian. Après analyse des 1.200 réponses de citoyens européens, le journal conclut que la plupart sont en cours de changement de citoyenneté ou pensent le faire. Sans cette double nationalité, beaucoup craignent que le vote pour la sortie de l'Europe rende leur vie difficile.

Les Européens ne veulent pas perdre leurs droits

Dans le pays, les Européens venus du continent représentent 4% de la population, soit la moitié des migrants. « *Le pire c'est l'incertitude* » déclare cette Allemande installée à Edimbourg, après ses études post-doctorales.

« *Tout le monde parle du Brexit en termes économiques ou politiques, personne ne considère ce que cela signifierait pour tant de monde. Ma vie est ici maintenant. Aurais-je besoin d'un visa pour voir ma famille ? Un nombre minimum de points pour travailler ? Personne ne peut le dire.* », raconte-t-elle.

Les inquiétudes sont multiples : la perte du passage rapide à la douane, le retour du permis de travail, la fin des accords avec les services de santé publique, une restriction plus grande sur les études et le travail, une possible hausse de la taxe sur les propriétés détenues par des étrangers, les transferts d'argent entre États membres, et enfin, la gestion des retraites.

Une éventuelle sortie de l'Europe et l'annulation de tous les règlements et lois adoptés, prendrait des années de négociations. Mais, les 2,4 millions de citoyens européens vivant en Grande Bretagne ne veulent pas s'en remettre à la chance. Les naturalisations ont augmenté de manière conséquente ces dernières années de 10.000 en 2009 à 18.000 en 2013.

Une nationalité qui coûte cher

Comparé aux autres états européens, acquérir la citoyenneté britannique coûte cher, la demande coûte 1.284,13 euros (913 livres) et la naturalisation 1.413,67 euros (1.005 livres). Un ingénieur électrique originaire de Sicile qui vit avec sa famille depuis septembre 2010 dans le pays, a déjà passé le test "Life in the UK". Cet examen est indispensable pour obtenir la nationalité, qu'il pourra demander en fin d'année prochaine. Pour lui et sa famille, il a payé plus de 4.923,24 euros (3.500 livres), précise-t-il..

"Je ne pense pas qu'il y a un risque d'être expulsé, c'est au cas où. Mais je vois des collègues indiens et venant de pays n'appartenant pas à l'UE, avec quelles difficultés ils obtiennent ou renouvellent leur visa... Je ne veux pas qu'on ait à la faire. Nous sommes bien ici. Je compte les jours jusqu'à l'obtention de nos quatre passeports flambants neufs"

Les Britanniques sur le Continent voudraient voter, comme les autres

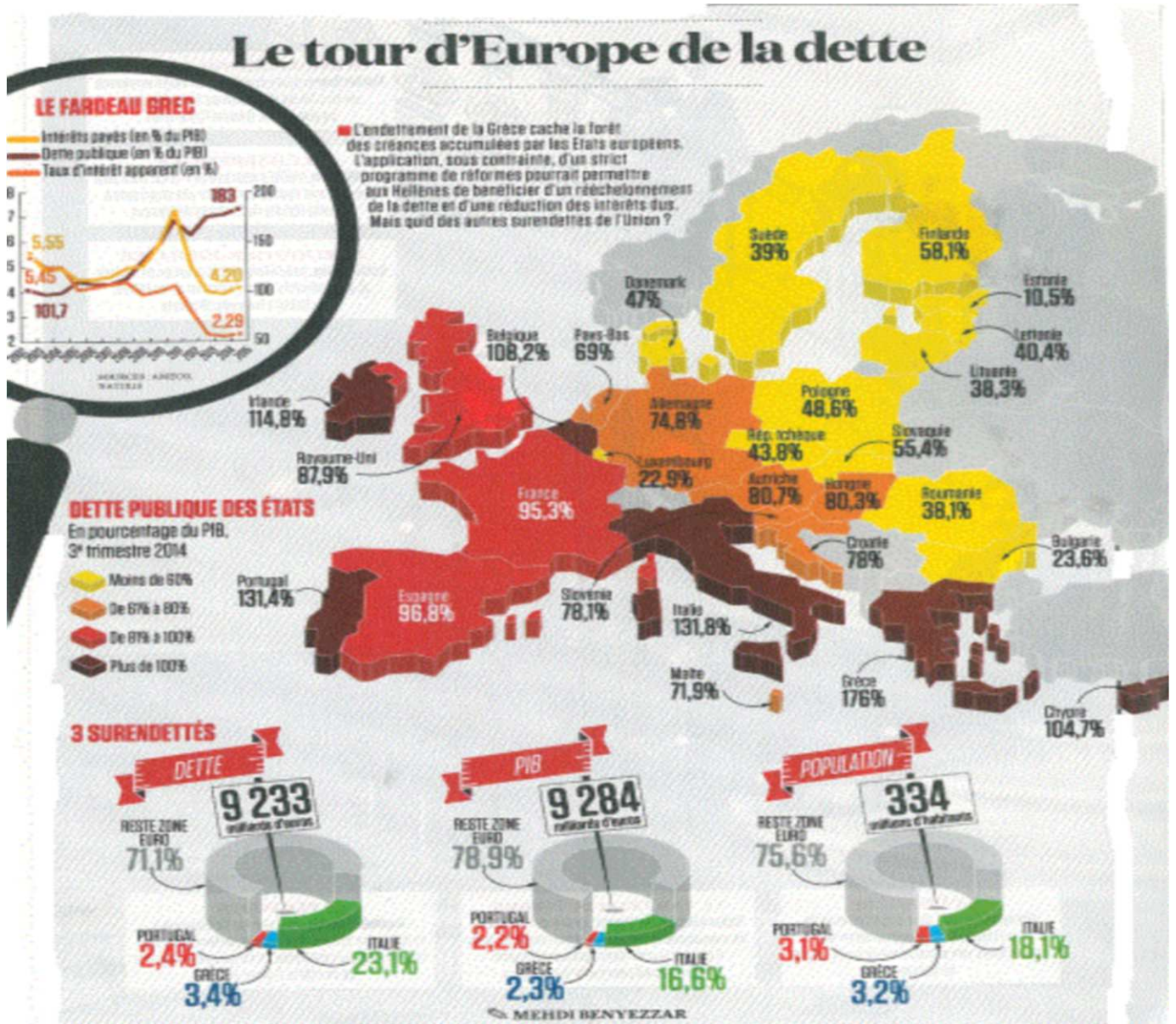


Les ressortissants de l'Union européenne ne sont pas les seuls à s'inquiéter. Wendy Joint, retraitée des services publics, fait partie des 2 millions de Britanniques installés sur le Continent. Le vote remet en cause son appartenance au système de santé français, explique-t-elle.

"Cela dépend, des accords avec l'Union Européenne. Si la Grande-Bretagne sort, elle devra négocier des accords réciproques avec la France et les autres pays européens, concernant la couverture médicale des citoyens britanniques... C'est une incertitude", explique elle.

Presque tous ceux qui vivent hors de Grande Bretagne depuis plus de 15 ans expriment une colère silencieuse, face à l'interdiction de voter pour un référendum qui aura des conséquences directes sur leurs vies. En Espagne, Georgina Hodgson résume, les problèmes personnels de nombreux migrants:

"Ma vie entière est en Espagne depuis que j'ai déménagé ici à 18 ans. J'ai une carrière, une maison et un partenaire avec qui je veux rester. J'adore voyager à travers l'Europe sans visa. Si la Grande-Bretagne quittait l'Union européenne ça serait un désastre."



BULLETIN D'ADHESION 2015

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Commune :

E.mail :

Téléphone : Portable :

Souhaite adhérer à Citoyen d'Europe / renouveler ma cotisation

Montant de la cotisation 10 € autre : €

par chèque à l'ordre de Citoyen d'Europe / en espèces

Date

Signature

Collecteur : Claudine Platteau - 5 rue Joffre - 59493 Villeneuve d'Ascq
Tél. 09 79 39 06 22 ou BP 70053 59651 Villeneuve d'Ascq Cedex